

LE JOURNAL FONDÉ PAR JEAN JAURÈS

l'Humanité

RN ET IDENTITAIRES EN BANDE ORGANISÉE

À rebours du discours officiel, le Rassemblement national maintient des liens étroits avec les groupuscules d'extrême droite. Le parti de Marine Le Pen y puise même des collaborateurs pour ses députés. Enquête. P. 2



BASTIEN OHER / HANS LUCAS VIA AFP

« On combat des feux plus violents, avec des moyens du passé »

Pour Sébastien Delavoux, animateur CGT du collectif des services départementaux d'incendie et de secours, les promesses de Macron sont restées lettre morte. P. 7



FLORENT VEBRINS / AFP

L'Ukraine prise au piège des volte-face de Trump

Entre les attaques de la Russie et les revirements du président des États-Unis sur l'aide militaire à Kiev, Volodymyr Zelensky tente de s'en remettre à l'Europe. P. 12

M 00110 - 710 - F - 2,90 €
BELGIQUE 3 € - MARTINIQUE, RÉUNION, GUADELOUPE 3,20 € - MAROC 3,6 MAD





ÉDITORIAL

PAR CYPRIEN
CADDEO

Maison

On a trop cité Jacques Chirac, jusqu'à essorer sa fameuse formule : « *Notre maison brûle, et nous regardons ailleurs.* » Elle est désormais fautive. Nous ne regardons notre maison que lorsqu'elle brûle – et c'est tout le problème. Il aura fallu une vague caniculaire précoce, dès la fin juin, et désormais de graves incendies dans le sud de la France pour que le dérèglement climatique se rappelle (de manière très relative) au bon souvenir médiatique. Ah oui, le climat ! La chaleur fait fondre les dissonances cognitives. Les Français pauvres, eux, vivent le réchauffement de plein front. Ceux qui cuisent dans leurs appartements-bouilloires regardent circonspects le JT leur vanter les piscines qu'ils ne pourront se payer.

Canicule, d'accord, mais quelle prise de conscience ? Un débat sur la clim et une croisade contre l'éolien. Autant dire du vent. L'objectif de l'accord de Paris de limiter la hausse des températures à 1,5 degré est d'ores et déjà inatteignable. Notre maison brûle et on débat de la couleur du tuyau d'arrosage.

Un débat sur la clim et une croisade contre l'éolien. Autant dire du vent.

Pire, l'histoire retiendra qu'au moment même où les flammes paralysaient Marseille, où le Texas inondé comptait ses morts, où la sécheresse poussait les paysans indiens du Maharashtra au suicide, bref au moment où le réel les rattrape de manière matérielle, les députés français votaient la loi Duplomb. En fait, la droite et l'extrême droite, intérêts économiques et électoraux bien compris. Ceux-là se réjouissent de la réautorisation de pesticides mortifères dans l'agriculture, au mépris de la santé et de la science, et des agriculteurs eux-mêmes, qu'il s'agirait de séduire en les empoisonnant.

Le lien entre la loi Duplomb et le réchauffement climatique a été peu discuté. Peu importe que l'acétamipride, un des insecticides réintroduits par la loi, nécessite de l'hydrogène, obtenu par extraction chimique d'énergies fossiles – méthane ou pétrole. Peu importe qu'il participe à la fragilisation des sols face aux aléas du climat. Il sera toujours temps de se réveiller à la prochaine canicule. Avant de replonger dans le bain rafraîchissant de l'amnésie organisée. ■

Les liens du sang entre RN et groupuscules

EXTRÊME DROITE Les chantres de la « dédiabolisation » l'assurent : le Rassemblement national aurait coupé les ponts avec les groupes dits d'ultradroite. Pourtant, le parti de Marine Le Pen va jusqu'à puiser dans ce vivier de militants pour trouver des collaborateurs à ses députés.

C'est une surveillance classique qui va réserver quelques surprises. Le 14 décembre 2023, des agents du renseignement territorial procèdent à une opération « *d'identification de participants au rassemblement à l'initiative d'Auctorum en hommage à Thomas* » à Versailles (Yvelines), selon une note que l'Humanité s'est procurée. Un mois plus tôt, à Crépol (Drôme), le jeune homme était poignardé lors d'une rixe avec des jeunes des quartiers populaires de Romans-sur-Isère. Partis et mouvance d'« ultradroite » s'emparent de l'affaire pour dénoncer le « *racisme anti-Blancs* » qui se cacherait derrière ce meurtre – bien que les éléments de l'enquête contredisent cette thèse. Parmi la centaine de participants au rassemblement, organisé par Auctorum, un « *groupuscule d'ultradroite versaillais* », selon la terminologie du service de renseignement, les policiers notent la présence de membres de « *Jeunesse Boulogne* » – frange radicale des supporters du PSG –, de pétainistes du Renouveau français ou encore d'activistes du « *groupuscule féministe identitaire Collectif Némésis* », toujours selon la note.

Deux individus qui pourraient être des anciens de la Division Martel, un groupe néonazi dissous en 2023, sont repérés. Plus surprenant, les policiers identifient aussi, photo à l'appui, enroulée dans une grande écharpe beige, Clotilde Guery, collaboratrice de Lisette Pollet, alors conseillère régionale de l'Auvergne-Rhône-Alpes et députée (Drôme) pour le Rassemblement national. Auctorum est un groupe que la collaboratrice connaît bien, son frère, « *connu TAJ (le fichier du traitement des antécédents judiciaires - NDLR) pour une infraction en lien avec son activité militante* », selon le

renseignement territorial, en est l'un des membres. Leur père est, lui, connu pour évoluer « *au sein de l'ultradroite pétainiste et de la sphère catholique traditionaliste* », écrivent les agents. Ces liens avec l'extrême droite radicale n'empêcheront pas le RN de propulser quelques mois plus tard la jeune femme à la candidature dans la 15^e circonscription de Paris en juin 2024. À ce jour, elle fait toujours partie de l'équipe de la députée RN Lisette Pollet. Contactée par l'Humanité, l'élue nie en bloc, malgré les éléments de la note : « *Ma collaboratrice n'a jamais fait partie de ce groupe, ni participé à aucune manifestation.* »

RAPHAËL FERRON, UN NÉONAZI BIEN CONNU SOUS LE NOM DE RAPHAËL AYMA

Comme elle, ils sont plus d'une vingtaine de collaborateurs parlementaires du RN à avoir, depuis 2022, été épinglés dans la presse pour leurs propos ouvertement racistes et homophobes ou leur appartenance à des groupuscules fascistes. Certains en ont perdu leur poste. En septembre 2024, un article de *Libération* révèle que Raphaël Ferron, assistant parlementaire du député Philippe Schreck, est en réalité un militant néofasciste bien connu sous le nom de Raphaël Ayma. Soit le leader du groupuscule identitaire provençal Tenesoun, partie prenante du Comité du 9 mai (C9M), qui, depuis trente ans, organise à Paris le rendez-vous annuel de tout ce que la France compte d'identitaires et de néonazis.

Figure de la mouvance au niveau national, il avait aussi pris la parole, en 2023, à une conférence de l'Association culturelle des amis de Léon Degrelle, ancien SS belge et l'un des principaux défenseurs du nazisme de l'après-guerre. Un tableau trop noir pour Renaud Labaye, secrétaire général du groupe RN à l'Assemblée nationale, qui a exigé de Philippe



RÉVÉLATIONS

Versailles (Yvelines), le 15 décembre 2023. Des membres d'Auctorum se sont rassemblés en hommage à Thomas, tué à Crépol (Drôme) en novembre.

Schreck qu'il se sépare de Raphaël Ferron. Le député avait déjà dû remercier quelques mois plus tôt son ancienne collaboratrice Maylis de Cibon, figure du groupe fémonationaliste parisien Luminis, qui en avril diffusait des tracts « Français, bats-toi », illustrés d'un poignard ensanglanté. C'est également elle qui, en mai, a fait la demande d'autorisation à la préfecture pour la manifestation du C9M.

UNE DIZAINE D'IDENTITAIRES, ANCIENS OU ACTUELS, TOUJOURS ASSISTANTS PARLEMENTAIRES

Ces derniers mois, plusieurs autres collaborateurs radicaux ont dû quitter leurs postes, comme Ralph Atrach, militant de l'Action française, qui travaillait aux côtés du député des Bouches-du-Rhône Romain Tonussi, ou, dans le même département, Nina Azamberti et Clémence Le Saint, militantes de Némésis, proches de Tenesoun, un temps embauchées par le député (Bouches-du-Rhône) Romain Baudry comme assistantes parlementaires. Capucine Colombo, qui travaillait pour trois députés du RN, avait démissionné en mars selon Mediapart, un mois après sa garde à vue et sa convocation au procès du groupe identitaire des Natifs pour une banderole raciste contre Aya Nakamura. Mais ces purges sont loin d'être la norme. « Quand le stigmata est trop visible, ils se séparent. Le parti réagit et se protège, analyse la politologue

Marion Jacquet-Vaillant à propos de Raphaël Ayma. *Leur choix de travailler ou non avec certains membres de ces mouvements peut dépendre du stigmata publiquement attaché à eux.* » Une dizaine de militants identitaires, anciens ou actuels, sont toujours collaborateurs parlementaires en juillet 2025, malgré des révélations datant de plusieurs mois.

C'est le cas, pour les exemples les plus éloquentes, d'André-Yves Beck, le cerveau des groupuscules néofascistes des années 1980-1990 Troisième Voie et Nouvelle Résistance. Également passé par Unité radicale, le mouvement auquel appartenait Maxime Brunerie, qui avait tenté d'assassiner Jacques Chirac en 2002, il est aujourd'hui collaborateur de la députée (Vaucluse) Bénédicte Auzanot. Dans l'équipe de son collègue Laurent Jacobelli, on retrouve Bastien Hologue, ex-responsable de Génération identitaire Normandie. Il est en première ligne sur certaines actions du groupe, comme en 2020 devant la permanence de la députée macroniste d'origine sénégalaise Sira Sylla, brandissant une banderole « Pour aider l'Afrique : moins de défiscalisation, plus de remigration ». Rémi Meurin, pilier du bar des identitaires lillois du groupe la Citadelle, ancien membre actif de Génération identitaire, deux organisations

dissoutes, assiste Valérie Deloge au Parlement européen. Jordi Vives Carceller, ex-cadre de la Ligue du Midi, comme l'a révélé le site les Jours, travaille quant à lui pour Edwige Diaz. Confrontée, la députée de Gironde ne voit rien à y redire, estimant que cet engagement date de dix ans.

La liste montre que le Rassemblement national n'a pas coupé les ponts avec les groupuscules identitaires, contrairement au discours officiel de Marine Le Pen et de Jordan Bardella, qui répètent à l'envi leur volonté de « dissoudre les groupes d'ultradroite ». La mouvance et le parti trouvent des intérêts réciproques à travailler ensemble. « On le voit localement, les groupuscules et les militants du RN font partie des mêmes écosystèmes, ils se côtoient, tractent parfois les uns pour les autres », explique le sociologue Samuel Bouron, auteur de *Politiser la haine* (la Dispute, 2025). « Le RN a aussi un intérêt à ce que les identitaires prospèrent et multiplient les actions pour porter dans l'espace médiatique les thématiques qui leur sont chères à tous, autour de l'islam et de l'immigration. » Pendant la campagne des législatives, Raphaël Ayma, pas encore embauché comme assistant parlementaire, s'est fendu d'une « lettre ouverte à la mouvance militante identitaire », appelant à

Parti et mouvances profascistes ont des intérêts réciproques à travailler ensemble.

■■■ voter pour les candidats RN, une étape selon lui avant de pouvoir aller au-delà de la politique institutionnelle : « L'époque a une odeur d'essence, il manque le choc du briquet contre la pierre. »

D'autre part, ces groupes constituent un important vivier pour le parti lepéniste. Celui-ci est passé d'une trentaine de députés nationaux et européens, début 2022, à 143 aujourd'hui, en comptant l'UDR d'Éric Ciotti. Il a donc dû trouver en peu de temps près de 400 collaborateurs parlementaires. « En 2022, le RN n'avait pas suffisamment de gens compétents pour devenir des collaborateurs sérieux. En face, ils ont vu des jeunes, sur leur ligne, avec une expérience militante et des compétences universitaires, explique Marion Jacquet-Vaillant. En ce sens, le syndicat la Cocarde étudiante a représenté pour le RN un vivier très intéressant. » Implantée dans de nombreuses universités françaises, la Cocarde leur offre un réseau d'étudiants, notamment en science politique et en droit, sans l'odeur de soufre des groupuscules, alors que le syndicat entretient des liens avec certains d'entre eux.

L'ex-président de la Cocarde Vianney Vonderscher, assistant parlementaire de l'eurodéputé Jean-Paul Garraud, a, selon StreetPress, assisté en septembre 2023 à la conférence de rentrée de Luminis. Une vidéo le montre aussi avec son successeur Luc Lahalle - aujourd'hui collaborateur de la députée européenne Catherine Griset - s'amuser de saluts fascistes dans un bar italien. Luc Lahalle a également été aperçu aux côtés d'Aloys Vujanovic, leader du groupuscule néofasciste violent les Zouaves, dissous en 2022. La proximité entre le RN et la Cocarde étudiante est un moyen pour Marine Le Pen de maintenir des liens avec l'extrême droite radicale et violente,

Le syndicat La Cocarde offre au Rassemblement national un réseau d'étudiants en science politique et en droit.

tout en la gardant officiellement à distance. Un double jeu qui l'avait poussée en 2012 à créer le Rassemblement bleu marine, permettant à une cinquantaine de militants identitaires d'être investis aux municipales de 2014 sans pour autant intégrer le Front national.

UNE LONGUE COLLABORATION AVEC LES EX-CHEFS DU GUD FRÉDÉRIC CHATILLON ET AXEL LOUSTAU

C'est dans ce contexte que Philippe Vardon, figure du Bloc identitaire, a été investi, avant d'intégrer le parti, qu'il quittera en 2022 pour rejoindre Reconquête. Plus tard, Damien Rieu, cofondateur de Génération identitaire, a, comme Vardon, joué pour le RN les rabatteurs d'électeurs radicaux avant de filer chez Éric Zemmour.

Enfin, le parti d'extrême droite maintient ses liens avec des identitaires sulfureux en les embauchant comme prestataires de services. Pendant très longtemps, il a ainsi travaillé avec les anciens chefs du GUD Frédéric Chatillon et Axel Loustau. Selon Mediapart, deux sociétés liées à ces amis de fac de Marine Le Pen, adeptes du coup de poing, ont touché plus de 3 millions d'euros de la part du groupe du RN au Parlement européen (Identité et démocratie), entre 2019 et 2023. L'agence de communication e-Politic, dirigée par Frédéric Chatillon, a aussi touché 520 000 euros pour la campagne numérique de Marine Le Pen en 2022. Si leur pedigree d'ex-« gudards » est célèbre, c'est leur soutien public à la manifestation du Comité du 9 mai, en 2023, qui a provoqué la rupture. Marine Le Pen déclarait alors dans le Monde que « les gens qui sont des prestataires ou l'ont été, et qui s'exposent dans des manifestations qui portent des idées radicalement différentes de celles du Rassemblement national, doivent s'attendre à en tirer les conséquences, du moins à ce que le RN en tire ». Une règle qui ne semble pas s'appliquer aux collaborateurs parlementaires. ■

FLORENT LE DU ET BRUNO RIETH

Quand des députés RN sont aussi des « brebis galeuses »

Écrits antisémites et homophobes de Caroline Parmentier, déclarations pro-OAS de Laure Lavalette, publications racistes de René Lioret... Ces dernières semaines, des révélations sur des élus lepénistes ont rappelé que les « dérapages » sont la norme au sein de ce parti.

Jordan Bardella a promis l'impunité. En pleine campagne des législatives 2024, alors que les révélations pleuvent sur les sorties racistes, homophobes ou complottistes de nombreux candidats RN, son président l'assure : « Je n'aurai pas la main qui tremble lorsqu'il s'agira de les sanctionner. » Pourtant, selon une enquête de Libération publiée le 9 juin, sur 120 « brebis galeuses » - comme les nomme le mouvement - 90 seraient toujours membres du Rassemblement national. Parmi eux, des candidats élus, qui siègent depuis dans le groupe lepéniste à l'Assemblée. Comme Roger Chudeau (Loir-et-Cher), pour qui la nomination de Najat Vallaud-Belkacem au ministère de l'Éducation nationale était « une erreur » du fait de sa binationalité. Ou Monique Griseti (Bouches-du-Rhône), qui en 2022 avait écrit à propos du chanteur GIMS : « Qu'il retourne de là où il vient, qu'il amène toute sa tribu avec lui. Qu'il aille traire la chèvre, ça nous fera des vacances. »

ABSENCE DE SANCTIONS

En un an, le troupeau des moutons noirs du RN s'est élargi au premier cercle de Marine Le Pen. Le 18 juin, Mediapart a exhumé les écrits de Caroline Parmentier dans *Présent*, journal d'extrême droite dont elle a été rédactrice en chef jusqu'à son embauche, en 2019, comme attachée de presse du parti. Elle y regrette que Pétain ait été « sali » et « diabolisé » par les historiens ; qualifie l'écrivain antisémite Robert Brasillach de « héros » et de « modèle » ; parle de Simone Veil en ces termes : « La grosse, celle de la loi qui porte son nom et qui génocide 220 000 petits innocents par an. » Dans ses articles, Caroline Parmentier rejette aussi « la folie du tout homo »,

s'inquiète qu'on « normalise l'homosexualité » et voit les gens du voyage comme des « bohémiens galeux ». Rien de bien méchant pour Marine Le Pen, pour qui la députée ne faisait que suivre la ligne de son employeur. Or Caroline Parmentier a écrit, dans un livre publié en 1996 et exhumé par Mediapart : « Je travaille à *Présent* parce que j'y suis libre d'écrire exactement ce que je pense. »

Une autre proche de Marine Le Pen a été l'objet, la semaine dernière, de révélations : Laure Lavalette. Le site les Jours relève plusieurs déclarations pro-Algérie française de la parlementaire. En 2016, sur Facebook, elle rend hommage à Jean Bastien-Thiry, lieutenant-colonel de l'OAS impliqué dans l'attentat contre le général de Gaulle en 1962, qu'elle qualifie de « héros français et chrétien qui a porté jusqu'au bout l'idéal du sacrifice ». Encore dans les Jours, on découvre

les publications racistes sur Facebook d'un autre député, René Lioret (Côte-d'Or). Il y commente une photo sur laquelle figurent des personnes noires et des poubelles : « Et on se demande pourquoi il y a maintenant autant de rats à Paris. » René Lioret, comme Monique Griseti, fait également partie des 16 députés RN membres du groupe Facebook « La France avec Jordan Bardella », dans lequel on pouvait lire des propos tels que : « Les Arabes dehors » ou « la France est dirigée par les juifs sionistes ».

Pour stopper l'hémorragie, le RN se serait offert les services d'une entreprise spécialisée qui analyserait les profils de ses futurs candidats. Pour les cas cités, nul besoin d'intelligence artificielle. L'absence de sanctions démontre bien que le racisme, l'antisémitisme et l'homophobie ne sont pas si graves pour le parti lepéniste, qui, historiquement, en a fait sa ligne politique. ■

F. L. D.

Connivence entre Caroline Parmentier, qui a rendu hommage au maréchal Pétain en 2018, et Marine Le Pen.



XOBE BOUZAS/ANSA/LUCAS/AFP